

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Béthune

Béthune, le **07 MAI 2024**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MC CAIN ALIMENTAIRE

483 RUE DU BEAU MARAIS
BP 147
62400 Béthune

Références : B2-062-2024

Code AIOT : 0007000661

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement MC CAIN ALIMENTAIRE implanté 483 RUE DU BEAU-MARAIS 62400 Béthune. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée de manière réactive. L'exploitant a été averti par e-mail le 17 avril 2024. A la demande de l'Inspection, il a transmis par courriel du 16/04/2024, les documents suivants :

- L'étude d'impact environnemental ICPE MC CAIN – site de Béthune, réalisée le 2 août 2023,
- La présentation des investissements réalisés dans des équipements de réduction du niveau sonore depuis la dernière étude mettant en évidence la nécessité de réduction des émissions au niveau de certaines sources identifiées en 2007.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MC CAIN ALIMENTAIRE
- 483 RUE DU BEAU-MARAIS 62400 Béthune
- Code AIOT : 0007000661
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Mc Cain Béthune produit des frites surgelées à partir de pommes de terre. **L'environnement est très sensible au bruit ; le site est situé en milieu urbain.**

Dans ce cadre, les niveaux acoustiques dans l'environnement liés au fonctionnement du site sont réglementés par l'arrêté d'autorisation du 8 janvier 1992, complété par l'arrêté préfectoral du 5 octobre 1999. **Ces deux arrêtés ne fixent pas de périodicité pour le contrôle des niveaux d'émission sonore.**

Suites aux dernières modifications du site portées à la connaissance du Préfet en 2021 et 2023, n'ont pas donné lieu à de prescriptions complémentaires concernant le bruit et les vibrations pouvant être émis par le site. Il s'agit de :

- La rénovation de l'atelier d'emballage des frites surgelées, portée à la connaissance par lettre du 12 avril 2021. Aussi, sur la base de l'analyse du dossier de l'exploitant, qui ne contenait pas d'éléments sur une éventuelle incidence du projet sur le bruit, l'Inspection des installations classées a considéré que la modification était non-substantielle et n'a pas proposée de modifier les prescriptions applicables au site.
- le projet de réduction du périmètre ICPE du site porté à la connaissance du Préfet le 9 mars 2023. afin de mettre à disposition de la société DALKIA un terrain, pour la construction d'une chaufferie de biomasse. Ce document ne contenait pas la description de l'installation de combustion projetée et, sur le fait qu'elle ne ferait pas partie du périmètre ICPE de Mc CAIN, l'exploitant a déclaré qu'elle **n'impacterait pas la situation actuelle concernant le bruit et les vibrations du site.** L'inspection des installations classées n'a pas formulé d'avis sur ce dossier.

Or, le début des travaux de construction de la chaufferie coïncide avec la dégradation de la situation pour les émissions de bruit et de vibration.

Lors de la visite, il a été constaté que ces deux dernières modifications sont à l'origine d'émissions sonores supplémentaires, en effet :

- Le rapport de mesures acoustiques du site Mc CAIN de Béthune daté du 2 août 2023, indique que le site (avec le nouveau bâtiment d'emballage) ne respecte pas les limites fixées en termes de bruits et de vibrations,
- L'affirmation de l'exploitant dans son dossier du 9 mars 2023 susmentionné que la chaufferie de biomasse projetée et exploitée par un tiers DALKIA ne sera pas à l'origine de bruits supplémentaires apparaît fausse, actuellement avec les travaux de construction puis risque de l'être aussi une fois en l'installation fonctionnement.

Concernant le statut administratif de la chaufferie de biomasse, située Rue du Beau Marais 62400 Béthune, le 3 mars 2023, la société DALKIA a déposé sur GUN un dossier de demande de déclaration ICPE concernant la construction d'une chaufferie de biomasse d'une puissance de 10 MW, relavant des rubriques ICPE suivantes :

Rubriques	Alinéa	Libellé des rubriques	Quantité totale	Régime	Précisions
1532	1532-2-b	Stockage de bois ou des matériaux analogues	1065 m ³	D	Stockage de biomasse
2910	2910-A-2	Installation de combustion	Puissance thermique nominale 10 MW	DC	Chaudière biomasse

Pour l'installations de la chaufferie, DALKIA dispose d'un permis de construire délivré par arrêté municipal du 15/06/2023.

S'agissant de deux exploitants différents, les suites concernant les installations exploitées par DALKIA feront l'objet d'un traitement distinct.

Contexte de l'inspection :

- Par courrier du 9 février 2024, le Sous-préfet de Béthune a saisi la DREAL pour diligenter des inspections qui s'imposent au sujet des nuisances sonores conséquentes émanant de l'usine MCCAIN de Béthune. Il est précisé dans le courrier que la situation s'est nettement dégradée depuis l'installation de nouvelles chaînes de production en juin 2023 et le réaménagement du site.

Thèmes de l'inspection :

- Nuisances sonores – plaintes répétées au voisinage de l'usine Mc Cain de Béthune

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- Le nom donné au point de contrôle ;
- La référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- Si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- La prescription contrôlée ;
- A l'issue du contrôle :
 - ♦ Le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ Les observations éventuelles ;
 - ♦ Le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ Le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ Soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ Soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la

rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 08/01/1992, article 5.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'est pas conforme à ces obligations en matière de bruit.

Néanmoins, en attendant les résultats de l'étude acoustique du site permettant d'estimer les réductions de bruit possibles à l'aide de traitements acoustiques, commandée par l'exploitant en avril 2024, l'inspection ne propose pas à ce stade de le mettre en demeure mais lui demande la réalisation d'une action corrective avant fin juin 2024 par la transmission, d'un plan d'actions de remise en conformité aux dispositions réglementaires applicables au site en termes de bruit.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1992, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs des niveaux acoustiques limites admissibles en limite de propriété
Prescription contrôlée : Niveau limite en dBA : Jour : 60 Période intermédiaire : 55 Nuit : 50
Constats : L'exploitant a produit le rapport de « l'étude d'impact environnemental ICPE en date du 2 août 2023 » réalisée par le bureau d'étude SIM Engineering sur la base d'une campagne de mesures acoustiques menées sur le site de Béthune. Les mesures de bruit ambiant ont été réalisées les 7 et 8 juin 2023 puis les 19 et 20 juillet 2023 pour le bruit résiduel. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de contrôle des émissions sonores liées au fonctionnement des installations et ont été : <ul style="list-style-type: none">- réalisées à la demande de l'exploitant, dans le cadre d'un contrôle après les dernières modifications des installations sur le site,

- effectuées en fonctionnement du site pour caractériser le bruit ambiant et à l'arrêt du site pour caractériser le bruit résiduel,
- comparées aux prescriptions des textes en vigueur, à savoir :
 - L'arrêté d'autorisation du 8 janvier 1992 et l'arrêté ministériel du 25 août 1985, applicables au site,
 - ainsi qu'à la demande de l'exploitant à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Les points de mesure ont été positionnés :

- En limite de propriété :
 - point A : impacté par le process, le bruit routier et les cuves de refroidissement,
 - point B : impacté par les groupes froids des camions, la chaufferie et les tours aéroréfrigérantes,
 - point C : impacté par la chaufferie et le nouveau bâtiment d'emballage, ce dernier entre en résonance lors de certaines périodes de son fonctionnement. L'exploitant a confirmé que l'incidence sur le bruit n'a pas été traitée dans le cadre du porter-à-connaissance concernant cette installation,
 - point D, impacté par les nouvelles cuves de stockage d'huile pendant la purge d'air,
 - point E : impacté par le process, le lavage, le pelage de la pomme de terre à eau et le bain de sel,
 - point F : impacté par la station d'épuration et les travaux de levage réalisés le jeudi 8 juin 2023,
- En zone à émergence réglementée (ZER) :
 - point 1 : au niveau des tiers situés rue des Myosotis à proximité du hall d'expédition et impactés par le chargement des camions,
 - point 2 : au niveau des tiers situés de la rue des tulipes impactés par le site et le trafic routier,
 - point 3 : au niveau des tiers situés rue des bateliers impactés par le site et le bruit de la nature.

Les résultats en limite de propriété indiquent que :

- seuls les points B, C et F en période diurne sont conformes à la réglementation (arrêtés du 25 août 1985 et du 8 janvier 1992 précités), tandis que **tous les autres points sur toutes les périodes sont non-conformes**,
- Selon les limites définies par l'arrêté du 23 janvier 1997 :
 - **en période diurne tous les points sont conformes sauf le point E avec une pompe en fonctionnement** ; le rapport précise que sans cette pompe, le site respecterait les limites. Lors de l'inspection cette pompe ne fonctionnait pas,
 - **en période nocturne, les points A, D et E ne sont pas conformes.**

Concernant le point A et plus spécifiquement l'atelier flocon, l'exploitant a expliqué que :

- cet atelier est obsolète, le bruit étant essentiellement produit par les extracteurs d'air (ventilation),
- il est impossible de mettre en place un écran antibruit, à cause du risque d'effondrement de la structure.
- **la seule solution possible de réduction du bruit à la source est la mise en place d'une nouvelle ligne, avec des débits d'air réduits.**

Les résultats en ZER indiquent que :

- **les niveaux sont non-conformes** à la réglementation,
- **les niveaux ne respectent également pas les limites définies par l'arrêté du 23 janvier 1997 à l'exception du point 3 en période diurne.**

Concernant l'évolution, l'étude conclut qu'**en limite de propriété, entre 2020 et 2023, les niveaux**

de bruits ont globalement augmentés sur l'ensemble des points ; l'augmentation étant significative au point E avec la pompe en fonctionnement.

En ZER, entre 2020 et 2023, **le bruit ambiant et le bruit résiduel ont globalement baissés ; le bruit résiduel ayant baissé davantage**. Enfin, l'étude présente les investissements déjà réalisés pour limiter le bruit émis.

Par ailleurs, lors de la visite terrain, il a été constaté la construction d'une chaufferie biomasse exploitée par un tiers DALKIA sur un terrain situé à l'intérieur du site de MC Cain, qu'il a mis à disposition de la société DALKIA (Porter à connaissance du 9/03/2023 relatif à la réduction du périmètre ICPE du site MC Cain de Béthune). Cette chaufferie d'une puissance de 10 MW a fait l'objet d'une demande de déclaration le 3 mars 2023.

Les travaux de construction associés (hors champ d'action de l'Inspection des ICPE, sont à l'origine de bruits supplémentaires liés actuellement à la mise en place de pieux pour les fondations à 20 m de profondeur.

Enfin, l'exploitant a mentionné l'installation d'une nouvelle boucherie munie d'un groupe de froid en fonctionnement permanent à proximité du site, cette activité est hors champs d'action de l'Inspection des ICPE.

Suite aux mesures de bruit non conformes précitées, l'exploitant Mc CAIN a commandé la réalisation d'une nouvelle étude pour déterminer les traitements acoustiques adéquats des sources de bruit de son site afin de respecter la réglementation. Le devis pour la réalisation de cette étude est en date du 18 avril 2024 et les conclusions de l'étude sont attendues pour juin 2024.

En conclusion, le site demeure à ce jour non conforme à ces obligations en matière de bruit comme l'atteste les résultats de l'étude de mesures des émissions sonores du site en date du 2 août 2023 du bureau d'étude SIM Engineering.

Etant données les actions entamées et planifiées par l'exploitant pour se mettre en conformité en termes d'émissions sonores, à ce stade, l'Inspection ne propose pas au Préfet de le mettre mais, une action corrective sous un délais contraint est demandée à l'exploitant.

Action corrective 1 :

L'exploitant doit adresser, au plus tard fin juin 2024, un plan d'actions de remise en conformité de son site aux dispositions de l'article 5.4 de son arrêté d'autorisation du 08/01/1992.

Ce plan d'actions sera établi sur la base d'une étude acoustique du site déterminant les traitements acoustiques des installations permettant de respecter les limites réglementaires en termes de bruit et accompagné d'un planning de réalisation au plus tôt dument justifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

